

nada d'intensifier leurs relations. Normalement, les relations franco-canadiennes devraient donc prendre une allure beaucoup plus dynamique, non seulement du fait des « retrouvailles » entre Ottawa et Paris, mais parce que celles-ci ne manqueront pas d'avoir un effet d'entraînement sur les relations entre Paris et Québec. Toutes ces interactions ne seront pas nécessairement conflictuelles, bien qu'il ne faille pas l'exclure, si le Québec, en particulier, décidait aussi de s'intéresser aux « choses sérieuses ».

Les relations franco-canadiennes deviendront d'ailleurs d'autant plus intéressantes à observer qu'elles ne sont pas sans analogie avec la situation que cherche à créer la diplomatie canadienne, en sens inverse, avec l'Europe occidentale. Là aussi on trouve une diplomatie à deux niveaux, d'une part avec l'ensemble européen dont le Canada souhaite la consolidation, et d'autre part avec chacun des États qui le composent. Au niveau bilatéral, le Canada privilégie certains États — par exemple la France et la Grande-Bretagne, pour des raisons d'ailleurs qui peuvent être différentes — de la même façon qu'à l'intérieur de l'ensemble canadien, la France est amenée à privilégier le Québec sans nécessairement s'interdire des rapports avec les autres provinces. Dans ce contexte, et sans minimiser l'importance des autres pays européens, la France devient donc, à la suite du voyage de M. Trudeau, le pivot de la diplomatie canadienne à l'égard de l'Europe occidentale, le point de jonction de deux systèmes d'alliance nécessaires l'un à l'autre: Ottawa — Paris — Québec, Ottawa — Paris — la Communauté européenne. C'est un gain pour la diplomatie française que le général de Gaulle n'aurait pas renié, et qu'il avait sans doute souhaité. A la condition, bien entendu, que le Québec demeure un acteur vigilant.

Avant 1967

Il n'est pas vain de se demander comment on en est arrivé là. Il faut bien le dire, en effet, les relations franco-canadiennes n'ont jamais eu de substance véritable avant 1967. Au niveau gouvernemental, tout d'abord, parce que ni le Canada ni la France ne voyaient dans leurs relations un réel intérêt stratégique — défini ici dans un sens large pour inclure les relations diplomatiques, culturelles et économiques. La France était pour le Canada un pays parmi d'autres avec lequel, certes, il était utile d'entretenir de bons rapports et d'éviter des conflits, principalement en raison de l'alliance franco-britannique, mais aussi du fait de l'opinion canadienne-française — dont on surestimait cependant l'attache-

ment à l'ancienne mère-patrie. Par conséquent, rien de comparable, pour la France, aux perceptions qui sont à la base des relations canado-britanniques ou canado-américaines. A cela il y a une explication historique: les liens qui se sont tissés au XIX^e et au XX^e siècle entre Ottawa, Londres et Washington, à tous les niveaux, devaient conduire, chez les dirigeants canadiens, à une image hiérarchisée du système international où la France ne pouvait occuper une position différente de celle des autres États européens. Au centre des rapports franco-canadiens, il y a donc une réalité fondamentale: les élites qui composeront peu à peu le système de politique étrangère du Canada appartiennent à un réseau d'intérêts et entretiennent des perceptions sur la vie internationale où la France ne peut avoir qu'un rôle secondaire. La participation — très faible — de Canadiens francophones aux processus de politique étrangère ne changera rien à ce rapport de forces.

D'autant plus que les relations transnationales entre le Canada et la France sont également assez minces. Ni sur le plan économique ni sur le plan culturel et social, les échanges ne sont très profonds. Au Canada anglais, ils sont presque inexistantes. Au Canada français, s'ils ne sont pas complètement absents — des études récentes démontrent qu'il faudra réviser certaines images d'Épinal à ce sujet — ils n'en restent pas moins périphériques par rapport à la vie réelle de la société canadienne-française. En tout état de cause, la France n'est pas perçue, ni par les élites ni par le peuple, comme essentielle à la survivance de cette société.

Du côté du gouvernement français, prévaut une situation identique: le Canada n'occupe qu'une position inférieure dans l'image stratégique globale que se fait la France de ses rapports internationaux. Les sentiments très sincères de gratitude qu'éprouvent les Français à l'égard des Canadiens pour leur participation aux deux guerres mondiales ne modifient pas cette perception. Pour l'ensemble de la classe politique française, le Canada est un pays marginal et le Québec, un vague souvenir historique.

Le voyage du général de Gaulle

C'est cet ensemble de conditions que le voyage du général de Gaulle, en 1967, modifiera. Au niveau gouvernemental, tout d'abord, il pose, ne fût-ce que d'une manière négative, tout le problème de la place de la France dans la diplomatie canadienne. Parce que la France désormais peut être une menace, tout au moins indirecte, à l'ordre politique canadien, les relations